



## édito

### Le mot du Représentant



Le bureau de la Représentation de la FAO du Sénégal a enfin sa "Newsletter", son Journal qui paraîtra trimestriellement.

Ce 1er numéro, publié en mars 2012, est le fruit d'un travail soutenu, accompli par Mademoiselle Sophie Habay, Consultante en Communication, que je félicite vivement pour avoir

relevé un défi de notre bureau, notamment celui de combler l'insuffisance en communication avec nos partenaires.

En effet, les connaissances et l'information sont indispensables aux populations pour les aider à améliorer leur production et leur productivité agricoles, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence durables, particulièrement celles du monde rural. Autrement dit, l'information et les connaissances permettent aux populations de répondre avec succès aux opportunités et aux défis des changements sociaux afin de permettre à notre Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, la FAO, de libérer le monde de la faim.

C'est ainsi qu'au Siège de notre Organisation, il a été créé un bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation qui centralise les activités visant à définir une conception intégrée de la création, de la gestion, de la mise

en commun, de la communication et du transfert de connaissances et d'informations en rapport avec l'alimentation et l'agriculture.

Ce bureau traite, entre autres, des questions de communication pour le développement, l'information et les ressources documentaires, des échanges de connaissances et de réseaux, etc. Une mine d'informations est accessible sur le site web de notre Organisation. En outre, une grande quantité d'informations et de connaissances sont disponibles sur le portail des profils de pays.

Notre journal trimestriel vous propose une vue d'ensemble de nos activités, de récents événements et, également, donne une voix au Personnel par le biais d'articles traitant de divers sujets. Il est un moyen indispensable de communication avec nos partenaires. Il permet surtout de mettre un accent sur la gestion transparente des projets et des programmes que nous mettons en œuvre au Sénégal, en conformité avec les orientations stratégiques prioritaires définies par les plus hautes autorités du pays.

Je réitère mes sincères remerciements et mes vives félicitations à toute l'équipe du bureau qui, en plus de son travail régulier, consacre une partie de son précieux temps à la rédaction d'articles qui permettront de mieux informer nos partenaires (Etat, Secteurs privé et public, Partenaires Techniques et Financiers, Communautés cibles, etc.).

Amadou OUATTARA  
Représentant

### sommaire

- 02 | [Départ du Docteur Jacques Diouf](#) Cérémonie à Dakar
- 03 | [Réunion conjointe Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\)/Organisation des Nations pour l'Alimentation et l'Agriculture \(FAO\)](#)
- 04 | [Journée Mondiale de l'Alimentation 2011](#) Les prix des denrées alimentaires : de la crise à la stabilité
- 05 | [Projet « Petite Hydraulique Villageoise dans le Bassin Arachidier](#) Exemple du village de Djilor
- 07 | [Programme Régional de Sécurité Alimentaire à travers la Commercialisation des produits agricoles FSCA-PISA](#) 4ieme Atelier Régional de Banjul
- 08 | [Contribution de la FAO au programme national d'autosuffisance en riz \(PNAR\)](#)
- 09 | [Les Transformatrices de produits halieutiques de Toubacouta](#) Des références de qualité pour une meilleure commercialisation
- 10 | [Atelier historique de planification du projet PRESANC](#) Une démarche participative et sensible au genre
- 11 | [Région de Kédougou](#) La FAO en première ligne pour les ménages vulnérables



# Départ du Docteur Jacques Diouf

## Cérémonie à Dakar

Après 18 années passées à la tête de la FAO, le Dr Jacques Diouf a terminé son mandat en tant que Directeur Général le 31 décembre 2011. A l'occasion de ce départ, la Représentation du Sénégal a tenu à lui rendre hommage et à saluer son parcours professionnel en organisant une cérémonie en son honneur le 19 décembre 2011 à Dakar.

Jacques Diouf a exercé trois mandats successifs de six ans, de janvier 1994 à décembre 2011. Comme l'a souligné Monsieur Cheikh Gueye, Assistant au Représentant, Chargé de Programme, au nom du personnel, lors de son discours en l'honneur du Dr Jacques Diouf : ces « trois mandats successifs à la tête de la FAO ont été un rendez-vous incontournable pour la consécration et la valorisation de l'innovation, de la productivité, de la performance, de l'excellence et de la qualité dans les différents domaines de compétence de l'Organisation, sous-tendu par des leviers comme la communication tous azimuts mais efficiente et efficace, la décentralisation marquée par des réformes et des initiatives prises pour



améliorer l'image de l'Organisation et les changements de culture, entre autres. »

Cette cérémonie a été l'occasion pour le personnel de la FAO de saluer chaleureusement et personnellement les accomplissements remarquables du Docteur Jacques Diouf et de lui adresser ses remerciements pour son engagement dans la lutte contre la faim.

## Le Professeur José Graziano da Silva succède au Docteur Jacques Diouf à la tête de la FAO



José Graziano da Silva œuvre depuis plus de 30 ans dans les domaines de la sécurité alimentaire, du développement rural et de l'agriculture. De

nationalité Brésilienne, il a commencé à enseigner en 1978 à l'Université de l'Etat de Campinas, au Brésil. Il a également été directeur du programme de master et de doctorat en développement économique et environnement de l'Institut de l'économie de l'UNICAMP.

En 2001, il a dirigé l'équipe qui a élaboré le programme « Faim Zéro » (Fome Zero) du Brésil. En 2003, il a été chargé de la mise en œuvre de ce programme par le Président Luiz Inácio Lula da Silva qui l'a nommé Ministre extraordinaire de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la faim.

Avant d'être élu en juin 2011 huitième Directeur général de la FAO, M. Graziano da Silva a assumé à partir de 2006 les fonctions de Représentant régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes. En cette qualité, il a été le principal promoteur de « L'Initiative Amérique latine et Caraïbes sans faim » qui a permis à la région d'être la

première au monde à assumer l'engagement d'éradiquer complètement la faim d'ici l'an 2025. A cet égard, il a favorisé le renforcement de l'agriculture familiale et le développement rural en tant que moyens essentiels pour renforcer la sécurité alimentaire.

Deux jours après sa prise de fonction, le 1er janvier 2012, M. José Graziano da Silva a annoncé, au cours de sa première conférence de presse en qualité de Directeur général de la FAO, qu'en tête de ses 5 priorités figurait l'élimination totale de la faim et de la sous-alimentation dans le monde. Les quatre autres, a-t-il indiqué, sont : progresser vers des systèmes de production et de consommation alimentaires plus durables; assurer une plus grande équité dans la gestion mondiale de l'alimentation; compléter la réforme et la décentralisation de la FAO; et développer la coopération Sud-Sud.

M. Graziano da Silva a également indiqué qu'il s'emploierait à rendre la FAO plus efficace et réactive grâce à la réduction des coûts administratifs et à des gains d'efficacité. A ce propos, il a souligné que les coupes pour une efficacité accrue ne devraient pas nuire au travail technique de la FAO mais qu'ils permettraient au contraire de renforcer l'assistance directe de l'Organisation aux pays.

Sources : [www.fao.org](http://www.fao.org)

# Réunion conjointe Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)/Organisation des Nations pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)



La Commission de la CEDEAO et la FAO ont organisé les 6 et 7 octobre 2011, à Dakar, une consultation sur le thème de « la volatilité et la flambée des prix des denrées alimentaires en Afrique de l'Ouest ». La consultation a regroupé des délégués des 15 Etats membres de la Commission de la CEDEAO, des organisations intergouvernementales sous-régionales, des partenaires de développement, des partenaires et donateurs bi et multilatéraux, des institutions de recherche, des acteurs du secteur privé et des organisations de la société civile.

Ces deux jours d'intenses discussions et de partage d'expériences ont permis de passer au peigne fin la situation alarmante que vivent les populations de l'Afrique de l'Ouest depuis la crise alimentaire de 2007. Cette consultation conjointe s'est axée sur une mise à jour de la situation actuelle des prix des denrées alimentaires et des causes de leur hausse, un partage des leçons apprises de l'expérience de la précédente crise de 2007-2008 par les pays membres de la CEDEAO (Mali, Burkina Faso, Nigéria, Gambie, Niger, Togo, ect.), des partenaires au développement. Les assises de Dakar ont également planché sur les options de politiques et programmes pour répondre à la flambée et à la volatilité des prix.

Au terme de la rencontre, les 150 participants, venus d'horizon divers, se sont accordés sur l'importance de veiller à la durabilité des réponses mises en œuvre pour contrer et prévenir les dégâts collatéraux causés par la flambée des denrées alimentaires. Ceci pose la question de leur insertion dans des politiques structurelles et démontre qu'en Afrique de l'Ouest, l'ECOWAP est le cadre unique pour répondre à long terme aux enjeux liés à la volatilité des prix.

Selon eux, les trois dimensions de la Politique Agricole Régionale pour l'Afrique de l'ouest (ECOWAP) que sont : (i) l'augmentation de la production et de la productivité

pour la sécurité et la souveraineté alimentaire et nutritionnelle ; (ii) la création d'un environnement favorable notamment dans le domaine du marché, de l'organisation des filières et de la commercialisation des produits ; et (iii) la promotion de filets de protection sociale comprennent les différentes catégories de mesures indispensables pour affronter les causes et les conséquences de la volatilité des prix.

Au titre de la production, un consensus large s'est dégagé sur l'importance d'une relance massive de l'investissement dans l'agriculture qui passe notamment par le respect des engagements de Maputo de consacrer 10% du budget national à l'agriculture.

Sur le plan de l'environnement commercial, la rencontre de Dakar a retenu que toutes les mesures qui vont dans le sens d'une fluidification des marchés nationaux et régionaux jouent un rôle décisif dans leur stabilisation. L'amélioration du fonctionnement des marchés implique sérieusement la transformation des produits locaux.

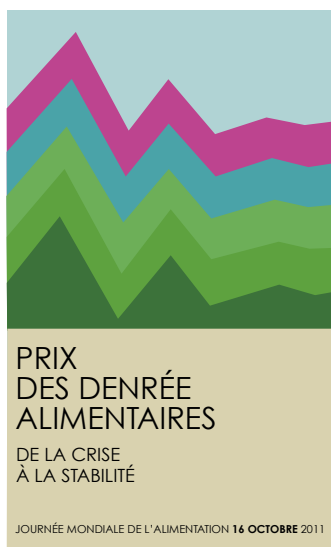
Il est considéré que les Partenariats publics-privés constituent dans de nombreux domaines, des opportunités pour répondre aux enjeux tant au niveau de la production que de la transformation des produits.

Concernant la sécurité alimentaire des populations vulnérables, le renforcement des stratégies de stockage de sécurité, tant au niveau local que national et régional, est capital pour disposer de moyens d'intervention en cas de crise. Elles doivent s'accompagner de filets de protection sociale et cibler les personnes les plus vulnérables tant en milieu rural qu'urbain. Enfin, soulignent les participants à la rencontre de Dakar, quels que soient les domaines, des efforts d'investissements dans la recherche et la formation doivent être consentis (production et productivité agricoles, transformation des produits, conservation, etc.)



# Journée Mondiale de l'Alimentation 2011

## Les prix des denrées alimentaires : de la crise à la stabilité



« Les prix des denrées alimentaires : de la crise à la stabilité ». C'est sur ce thème que la 31<sup>ème</sup> édition de la journée mondiale pour l'alimentation (JMA) a été célébrée ce 17 octobre 2011, à l'instar de la communauté internationale. Cette édition s'est tenue au sein de la Communauté rurale de Bambilor, dans le Département de Rufisque (Région de Dakar).

En prélude à cette journée, le Ministère de l'Agriculture, en collaboration avec la FAO et le Ministère du Commerce, ont organisé une conférence scientifique à la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Dakar (CCIAD). Cette conférence a permis à nombre de participants d'échanger et de débattre sur les thèmes suivants : « Volatilité des prix : volatilité locale et volatilité internationale » et « Quelles stratégies pour atténuer la volatilité des prix ? » en présence de quatre experts.

Un concours culinaire, a été également organisé au Centre d'Enseignement Technique Féminin (CETF) de Rufisque. Ce concours a donné l'opportunité à une douzaine de groupements de femmes de présenter au jury des plats locaux et de mettre ainsi en valeur la diversité des produits et l'équilibre nutritionnel de leurs préparations. Parallèlement à cette manifestation, un panel en langue locale s'est tenu au Centre Départemental d'Assistance et de Formation des femmes (CEDAF) de Bambilor afin de permettre à la population locale de débattre sur le thème de la fluctuation des prix des denrées alimentaires.

La journée du 17 octobre 2011 a débuté par une visite de sites en présence d'une forte délégation gouvernementale conduite par Monsieur Khadim Guèye, Ministre de l'Agriculture et composée des autorités administratives, politiques et des Représentants de la FAO, Mr Amadou Ouattara et du Programme

Alimentaire Mondial (PAM), Mme Ingeborg Maria Breuer. La délégation s'est tout d'abord rendue au site de transformation des produits halieutiques de Ndéppé à Rufisque. Ont suivi, les visites des Champs de Maïs de Elhadji Djiby Sow à Bambilor, des Champs de Manioc de Maséye Diongue à Gorom et de la Ferme de Wayembam.

La délégation officielle a ensuite procédé à une visite de différents stands déployés au sein du CEDAF de Bambilor. Un stand aux couleurs de la FAO présentait l'ensemble des activités en cours de la Représentation au Sénégal et invitait la délégation à signer la pétition « 1BillionHungry ». Divers groupements de femmes ont saisi l'occasion pour présenter des produits à base de fruits locaux issus de leurs unités de production artisanales.

Après l'allocution de bienvenue du chef de village, suivie du discours du Président de la Délégation spéciale de Bambilor, de Mme Diop Mdèye Coura Mbaye du Programme de Développement des Marchés Agricoles au Sénégal (PDMAS) et de la Représentante Résidente du PAM, le Représentant de la FAO a livré le message du Directeur Général de la FAO, le Docteur Jacques Diouf. Ce message a attiré l'attention sur l'importance de lutter contre les fluctuations des prix des denrées alimentaires « si l'on veut s'attaquer sérieusement au problème de la faim dans le monde ». Cela doit passer par « une meilleure coordination des politiques en matière de commerce international des produits alimentaires », par la mise à disposition d'informations « supplémentaires et précises pour une plus grande transparence des échanges sur les marchés », mais aussi et surtout de disposer, au niveau national et régional, de « réserves alimentaires d'urgence » pour pouvoir assurer un approvisionnement alimentaire en cas de crise. Enfin, ce message s'achève en insistant sur le fait que « la stabilité du marché des produits alimentaires passe par un plus grand investissement dans l'agriculture, en particulier pour les pays en développement ».

La cérémonie officielle s'est clôturée par le discours du Ministre de l'Agriculture. Dans son allocution, Monsieur le Ministre a remercié le Représentant de la FAO pour son assistance et son soutien au Gouvernement du Sénégal.





# Projet « Petite Hydraulique Villageoise dans le Bassin Arachidier »

## Bonnes pratiques dans le cadre de l'Initiative Eau et Sécurité Alimentaire (IESA), sous financement du Royaume d'Espagne. Exemple du village de Djilor.

Par Cheikh GUEYE, Assistant au Représentant de la FAO au Sénégal, Chargé de Programme.

Djilor Djidiack est une bourgade de près de mille habitants, dans la Communauté Rurale de Fimela, Région de Fatick, nichée et couvée dans un écrin de verdure, au bord de la lagune auprès de l'Océan Atlantique. Ce village est le berceau du premier président du Sénégal, le poète académicien Léopold Sédar Senghor. Il brille encore des mille feux de la civilisation du donner et du recevoir, sceau de son éminent fils Léopold Sédar Senghor.

Du temps où l'eau, source de vie, coulait à flots dans ses bas-fonds et vallées, grâce à une pluviométrie régulière et dépassant les 1 000 mm par hivernage, le riz, fruit de la sueur des braves femmes du village, constituait un trésor intarissable, stocké dans les greniers majestueusement dressés derrière chaque concession. Des contrées lointaines, même en période de soudure, d'autres peuplades venaient auprès de leurs parents du village pour prendre gracieusement leur quote part de riz de Djilor et d'autres céréales (mil, maïs, sorgho).

Ces moments de sécurité alimentaires furent stoppés par une longue période de sécheresse dans les années 1970-80. A la place des torrents d'eau de pluie, les vagues salées de l'océan envahirent les bas-fonds et vallées et, près de 80 ha de terres rizicultivables devinrent incultes, obligeant la population du village d'aller à la quête de la nourriture vers d'autres lieux : jeunes garçons et filles se ruèrent en ville ou hors du pays à la recherche de revenus de subsistance pour leur famille.

Et vint le miracle. En 2008, le projet GCP/SEN/059/SA « Petite Hydraulique Villageoise dans le Bassin Arachidier », financé par le Royaume d'Espagne et mis en œuvre par le Gouvernement du Sénégal, avec l'assistance technique de la FAO, par un appui conséquent, redonnera le sourire aux villageois.

Une digue anti-sel, de 800 m, et une digue de retenue des eaux pluviales, de 1 700 m, ont permis de récupérer 20 ha. Leur mise en valeur a été effectuée par un apport de semences de riz de qualité, d'engrais, accompagné d'un renforcement de capacités techniques pour la conduite de paquets technologiques adaptés à la culture du riz.

La récupération totale des 80 ha de terre pour les rendre de nouveau rizicultivables est attendue pour 2015. Les rendements initialement nuls, se situent, depuis 2009, entre 2 à 4 tonnes (T) de riz paddy par ha. Le village est devenu, grâce à sa propre production, autosuffisant en riz et « la boutique du coin ne vend plus de riz importé ». Successivement 72 tonnes (T), 60 T et 68 T de riz furent engrangées en 2008, en 2009 et en 2010.



Les améliorations de races locales d'ovins et de volaille par l'introduction de béliers géniteurs et de coqs raceurs constituent d'autres sources de revenus pour la population. Des intrants (semences, engrais, etc.) et de petits matériels maraîchers, des pompes manuelles et des bassins de redistributions d'eau dans les parcelles, avec des formations idoines, ont permis l'augmentation des rendements en production maraîchères, notamment l'oignons pour 7, 165 t en 2008/2009 et 9,5 t en 2009/2010, en contre saison froide.



Une dynamique organisationnelle renforcée a permis à ce village de pérenniser les différentes activités de production. En plus de l'autoconsommation assurant une bonne qualité nutritive des ménages, un fonds de roulement a été institué avec un compte ouvert à l'Institution financière locale.

Par la génération de revenus grâce à la production locale (riz, produits maraîchers, métisses d'ovins et de volaille), le village, sur ses propres fonds, a acquis une mini-batteuse à 250 000 F CFA et une mini-décortiqueuse à 1 150 000 F CFA. les villages voisins viennent même louer ces équipements post-récoltes.

Par ailleurs, à la veille de chaque nouvelle campagne rizicole ou maraîchère, les intrants agricoles et les petits matériels requis sont acquis par le biais du fonds "revolving". La "Maison de la Femme" est aussi en cours de construction.

La sécurité alimentaire durable du village est assurée. L'exode des jeunes garçons et filles, hors du village, est freinée.

Le Projet GCP/RAF/453/SPA : Amélioration de la production de riz en Afrique de l'Ouest « APRAO », mettant en place un mécanisme d'amélioration durable de la production et la productivité du riz, toujours avec l'approche de la gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs ( GIPD) est venu en synergie et en complémentarité pour consolider ces acquis. Ledit Projet s'est investi dans le renforcement du fonds "revolving" , a procédé aussi à l'octroi d'intrants et à l'appui pour la construction d'une aire de séchage du riz sur un site affecté par la Communauté Rurale de Fimela.

Grâce à cette riche collaboration avec la FAO et à l'expérience de Djilor Djidiack, un cadre, appelé Union des Producteurs Agricoles (UPA), regroupant plusieurs villages, a été créé, pour qu'à l'horizon 2015, toute la Communauté Rurale de Fimela assure son autosuffisance alimentaire et enclenche un développement durable.



# Programme Régional de Sécurité Alimentaire à travers la Commercialisation des produits agricoles FSCA-PISA 4ieme Atelier Régional de Banjul

Par Moussa Djagoudi, Assistant au Coordonnateur Inter-Pays, Spécialiste en Commercialisation et des activités post-récoltes

Démarré depuis 2008, le Programme Régional de Sécurité Alimentaire à travers la commercialisation des produits agricoles (FSCA-PISA) est exécuté dans sept (07) pays de l'Afrique de l'Ouest (la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, le Liberia, le Sénégal et la Sierra-Leone). Ce programme est financé à travers la Contribution Spéciale de l'Italie au Fonds Fiduciaire pour la Sécurité Alimentaire et la Sécurité Sanitaire de la FAO. Une Coordination Inter-pays, basée à Dakar, au Sénégal, assure la coordination des projets nationaux dans les sept (07) pays et veille à leur cohérence avec le même cadre stratégique. Elle traite également des questions régionales telles que l'accès aux marchés régionaux et internationaux, la qualité et la sécurité des aliments, le commerce transfrontalier et l'harmonisation des politiques et des institutions pour soutenir la compétitivité et la modernisation dans le domaine agricole.

Le Programme FSCA-PISA a pour objectif principal de contribuer au développement de l'agriculture africaine pour la transformer en un secteur moderne, compétitif et dynamique du point de vue commercial avec le développement des filières porteuses dans les pays bénéficiaires. Une attention particulière est accordée aux activités post-récoltes comme le stockage/conservation et la transformation en vue d'une meilleure valorisation des produits agricoles. Pour faciliter la collaboration entre les sept (07) projets nationaux et assurer la mise en œuvre du programme conformément à la stratégie commune, une rencontre périodique, sous forme d'atelier régional est organisée chaque année. Cette année, le 4ème atelier régional, après ceux du Sénégal, du Liberia et du Mali, a été organisé à Banjul, en Gambie, du 30 janvier au 3 Février 2012. Cet Atelier a rassemblé les principaux acteurs du programme PISA : les Représentants de la FAO des pays concernés et leurs Assistants, chargés de Programme, les Coordinateurs Nationaux des Projets, les experts en Suivi-Evaluation des Projets, le Coordonnateur sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest ainsi que le Coordonnateur Régional Inter Pays du Programme et ses Assistants. Les fonctionnaires techniques de Rome et les responsables des projets similaires des pays des Grands Lacs ont également participé à cet atelier.

Dans le but de renforcer les connaissances et les capacités du personnel des projets nationaux (Coordonnateurs et Responsables de Suivi-évaluation) dans les domaines du stockage des produits agricoles, une session de formation a été organisée les 30 et 31 Janvier 2012, en parallèle à la tenue de ce 4ieme Atelier Régional. Cette formation a porté essentiellement sur les thèmes suivants : « Coûts et bénéfices du stockage des produits agricoles », « Enjeux dans la gestion d'infrastructures de stockage », « Comment lier le stockage des produits aux systèmes de finance », « Comment planifier une activité de stockage durable des produits agricoles ».

Cette formation a permis également de partager les expériences et les leçons apprises des différents projets nationaux de l'Afrique de l'Ouest et ceux des Grands Lacs dans le domaine des activités post-récoltes. Les principaux enseignements à retenir de cette formation portent sur : i) le choix/type des infrastructures de stockage en relation avec les produits à stocker (normes techniques et coûts y afférents), ii) le système de gestion (outils et responsabilités) de l'activité de stockage qui doit être considérée comme une entreprise génératrice de revenus, iii) la maîtrise des différents coûts/charges fixes et variables liées à cette activité ; iv) le renforcement des capacités des responsables des infrastructures dans le domaine de la gestion financière et technique des stocks.



Il faut noter que les travaux de cet atelier dans son ensemble ont porté sur l'état d'avancement des activités des différents projets nationaux, les principaux résultats enregistrés et les leçons apprises du Programme, les informations disponibles dans les systèmes de Suivi-Evaluation, les plans de travail annuel des projets nationaux pour l'année 2012, l'état de la mise en œuvre de la stratégie de communication et l'évaluation finale du Programme qui s'effectuera en mai-juin 2012, avec le Sénégal, le Mali, la Sierra Leone et la Gambie sélectionnés pour les évaluations de terrain.

À la lumière des échanges qui ont prévalu lors de ces assises, il ressort que tous les pays concernés par ledit Programme ont réalisé des efforts louables dans le domaine de la valorisation des produits agricoles, mais il reste encore à faire afin de garantir la pérennité des acquis avant la clôture du programme en fin décembre 2012.

Le 4ieme Atelier Régional du Programme ainsi que la session de formation sur la gestion des infrastructures de stockage se sont achevés avec l'entière satisfaction de tous les participants et participantes avec des recommandations pertinentes formulées en conclusion des activités et l'éventuelle suite de ce Programme.

Pour plus d'information sur le Programme, consulter le site web [www.fsc-pisa.org](http://www.fsc-pisa.org) ou contacter le bureau de la FAO au Sénégal.

Crédit photo: Fulvio CENCI





# Contribution de la FAO au programme national d'autosuffisance en riz (PNAR)

Par Makhfousse Sarr, coordonnateur projet APRAO et Barka Dieng, Assistant technique projet APRAO

Le projet Amélioration de la production de riz en Afrique de l'Ouest « APRAO » est financé par le Gouvernement du Royaume d'Espagne et exécuté par la FAO dans 5 pays de la sous région : Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal. La flambée des prix des denrées alimentaires de 2008 avait sérieusement affectée les pays en voie de développement qui sont encore largement dépendants des marchés extérieurs pour les besoins en céréales. Le projet met en place un mécanisme d'amélioration durable de la production et la productivité du riz.

Le riz constitue une des céréales les plus consommées au Sénégal avec une moyenne annuelle estimée à 800 000 T. En 2008, la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) a été lancée en réponse au contexte mondial marqué par un renchérissement des prix des produits agricoles. Un programme national d'autosuffisance en riz a été développé pour couvrir entièrement les besoins nationaux en riz à l'horizon 2015 par la production locale. C'est dans ce contexte que la FAO, au travers d'un appui financier du Gouvernement du Royaume d'Espagne, contribue à la mise en œuvre du PNAR par une approche filière pour une production de riz de qualité.

Les activités du projet sont mises en œuvre en zone de riziculture pluviale (plateau et bas-fond) et en zone de riziculture irriguée dans la vallée du fleuve Sénégal :

- une approche filière prenant en compte la production de semence de qualité ;
- une amélioration durable de la production et de la productivité du riz ;
- la transformation pour un riz de qualité et la commercialisation ;
- le développement d'un système intensif et durable ;
- l'analyse d'une situation de base au niveau de chaque site pour ensuite mesurer les performances de l'intervention du projet.



Le projet APRAO contribue à un accroissement de la filière du riz par une intervention à différents segments. Pour les semences, la sensibilisation sur la législation semencière a permis aux acteurs d'avoir une meilleure connaissance des textes nationaux et régionaux qui régissent la réglementation semencière. Sept (7) groupements paysans producteurs de semences se sont inscrits dans un processus d'agrément pour une production de semences certifiées. Le partenariat avec la Division des Semences de la Direction de l'Agriculture a favorisé la formation de 64 producteurs de semences, de 16 agents de structures techniques et le recyclage de 13 contrôleurs de semences. Les groupements encadrés ont produit 113 T de semences certifiées en 2011.



La production de paddy est de 302,67 T en zone irriguée et 37,6 T en zone pluviale. Les rendements comparés à la situation de base au niveau du site ont montré une augmentation de 3% en riziculture de bas fond, 82,4% en plateau et 36,09 % en riziculture irriguée. Cette performance est liée à une utilisation de variétés adaptées à l'écologie de production et une formation des bénéficiaires sur la production intégrée de riz. La stratégie de pérennisation des activités du projet s'appuie sur la mise en place de fond de roulement. Au niveau de la vallée du fleuve Sénégal, les groupements bénéficiaires ont recouvré les fonds de roulements à 100%, ce qui permettra de doubler les superficies emblaver et aussi le nombre de bénéficiaires. Les groupement ont ainsi augmenté leur capacité de production d'au moins de 50%. Le projet, dans sa première année de mise en œuvre a développé une approche de formation des petits exploitants sur l'intensification durable de la production, l'utilisation de semences de qualité et d'outils adaptés. Une performance dans la production du riz a été ainsi constatée dans les différentes zones de riziculture.





# Les Transformatrices de produits halieutiques de Toubacouta

## Des références de qualité pour une meilleure commercialisation

Par Abdoulaye BARRY, Consultant communication Projet Italien de Sécurité Alimentaire (PISA)/Journaliste

*Le Programme Italien pour la Sécurité Alimentaire (PISA) a formé les femmes à de nouvelles techniques de transformation de produits halieutiques. Ceci les aide à garantir la sécurité alimentaire de leurs familles.*

Après avoir quitté le calme de leur village et parcouru plus de 250 kilomètres, Yandé Ndaw, transformatrice de produits provenant de la pêche et Présidente de l'Union locale des femmes de Soucoutha et ses amies arrivent à Dakar. Exténuées, elles restent toutefois contentes, car elles s'appêtent à vivre une expérience nouvelle et palpitante. Elles sont venues avec plusieurs centaines de kilogrammes de produits halieutiques transformés dans leurs bagages – du poisson séché, des coquillages, des crevettes et des huîtres séchées.

En marge de la célébration de la Journée mondiale de la Pêche, une petite foire de produits halieutiques a été organisée à Dakar par la Fédération Nationale des Groupements d'Intérêt Economique de Pêcheurs (FENAGIE PECHE). Yandé, Marème, Fatou et trois de leurs collègues, six femmes au total, représentantes des six unions de groupements de femmes venues de Toubacouta, ont saisi cette opportunité pour écouler la presque totalité des produits qu'elles ont amenés. Le secret de cette réussite réside dans la bonne qualité des produits que ces femmes transforment.

### Meilleures techniques grâce au PISA

Pour Yandé et ses amies, toutes les occasions sont bonnes pour vanter les mérites du Programme Italien de Sécurité Alimentaire (PISA), qui leur a permis de maîtriser les techniques de transformation des produits halieutiques. A Toubacouta, ces femmes constituent les principales bénéficiaires des actions du PISA qui cherche à aider les ménages défavorisés à garantir leur propre sécurité alimentaire à travers la valorisation des produits sur le marché.

La formation des femmes à de nouvelles techniques de transformation a été identifiée comme un moyen efficace pour valoriser les produits de la pêche en s'inscrivant dans une perspective de durabilité de la ressource. Plusieurs sessions de formation ont été tenues, avec 20 femmes par union. Pour la formation initiale, 80 femmes de quatre unions ont participé. Des séances de démultiplication ont été ensuite organisées par ces dernières au profit des autres membres de leur union.

Pour avoir des produits de qualité irréprochable, un accent particulier a été mis sur le respect des règles d'hygiène et de salubrité, le choix de la matière première à transformer, le processus de fermentation, le salage et le séchage.

En marge des sessions de formation, les femmes ont reçu plusieurs types de matériel devant leur permettre d'améliorer leurs activités. Elles disposent désormais de quatre pirogues motorisées pour aller récolter les coquillages, sans dépendre des hommes et d'équipements de manutention et de transformation. La gestion de ce matériel, de manière consensuelle, a permis de constituer un capital de 7 200 \$. Un montant symbolique est payé sur chaque matériel utilisé. Grâce au fonds constitué, 239 femmes ont pu bénéficier d'appui sous forme de prêts individuels, l'entretien des pirogues et l'achat de petits matériels ont pu être assurés.

La construction en cours de sites de transformation adaptés vient parachever cette entreprise de valorisation des produits halieutiques dans la communauté rurale de Toubacouta. Non seulement ces sites favoriseront une assurance de qualité des produits, mais ils vont aussi permettre à ces femmes de renforcer leur leadership dans le secteur, de réduire considérablement la pénibilité des travaux et de raccourcir les temps de fabrication.



**Pour toute information complémentaire, contactez :**  
Ibrahima Faye, Coordinateur National PISA au Sénégal  
[ibrahima.faye@fao.org](mailto:ibrahima.faye@fao.org)  
[www.fsca-pisa.org](http://www.fsca-pisa.org)

# Atelier historique de planification du projet PRESANC

## Une démarche participative et sensible au genre

Par Clara Bastardes Tort, experte genre/appui au programme FAO Sénégal

Du 24 au 26 janvier 2012, s'est tenu l'atelier de bilan des activités 2011 et de planification 2012 du projet « Renforcement de la sécurité alimentaire dans les Niayes et la Casamance PRESANC » financé par la coopération canadienne. Ce projet, qui appuie le projet Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs (GIPD) et le Projet Italien de Sécurité Alimentaire (PISA), développe une démarche participative à travers les Champs Ecole Paysan (CEP) avec une prise en compte de la dimension genre et un soutien pour renforcer l'initiative paysanne.

Cette dimension genre, souvent difficile à concrétiser dans le contexte des projets au développement, a trouvé ici une implantation forte dès la première formulation. Cette volonté et la sensibilité de l'équipe de projet autour de cette problématique ont abouti à une initiative historique en terme de participation féminine dans le cadre d'un atelier de planification de la FAO.

En effet, pour cet atelier, des dispositions ont été prises quant à la représentativité paritaire au niveau des groupes bénéficiaires constitués de 7 organisations paysannes faitières et d'environ 52 groupements (dont 857 hommes et 869 femmes). Cette représentation fait partie des engagements de la FAO<sup>1</sup> par rapport à l'équité hommes/femmes et à la promotion de l'autonomisation des femmes rurales dont les objectifs sont : (i) mêmes droits et accès aux ressources et aux bénéfices du projet ; (ii) rendre visibles les voix et les besoins des femmes agricultrices ; (iii) renforcer les capacités des femmes paysannes dans leurs organisations paysannes.

Ainsi, 13 femmes agricultrices de régions et langues différentes et membres de Comités de Gestion des Intrants ou du Bureau de leur OP, ont participé à l'atelier de planification. Cet atelier a constitué une tribune d'échange, de participation active et de discussion afin de faire entendre leurs voix et vœux sur les activités du projet, mais également, un espace pour identifier les contraintes de genre liés aux domaines du projet.

Bien que les femmes représentent plus de 70% de la population active agricole dans les Pays en voie de développement, celle-ci ont moins accès aux ressources productives

et aux opportunités (intrants, biens et services) que les hommes. Comblers les écarts de genre dans l'agriculture contribuerait à générer des gains significatifs pour le secteur agricole. Si les femmes avaient le même accès aux ressources productives, le rendement de leurs champs serait augmenté de 20-30% et la réduction de la famine de 12-17% (chiffres de la FAO 2010-2011<sup>2</sup>).

Dans ce sens, le plan d'action genre 2012 pour le projet PRESANC présenté lors de l'atelier, vise 3 stratégies : (i) Incorporer l'approche genre dans toutes les activités du projet ; (ii) identifier les activités spécifiques aux femmes, comme l'allègement des travaux domestiques traditionnellement attribués aux femmes et (iii) mettre en place un système de collecte de données sexo-spécifiques et disposer d'éléments pour faire une analyse genre du contexte. Une des initiatives découlant de ce plan d'action est une collaboration entre DIMITRA<sup>3</sup> et GIPD/CEP, qui vise à mettre en place un projet pilote de clubs d'écoute communautaires DIMITRA pour la mise en réseau des CEP et pour l'autonomisation des populations rurales, en particulier les femmes.

La prise en compte de la dimension genre et la démarche participative impliquent une totale refonte de la formulation, de l'exécution mais également des automatismes des équipes, et ce, à toutes les étapes du projet. Cette nouvelle conception du développement, plus juste et plus équitable, permettra, à terme, une réelle participation des femmes et des hommes à leur propre développement rural.



1 : Pour plus d'informations : <http://www.fao.org/gender/gender-home/gender-programme/fr/>

2 : Se référer au SOFA 2010-2011 : <http://www.fao.org/publications/sofa/fr/>

3 : Dimitra est un projet d'information et de communication de la FAO. Depuis 1998, il contribue à améliorer l'accès à l'information des populations rurales en Afrique, en particulier des femmes, et à leur fournir les moyens d'être écoutées à tous les niveaux de la société.

## Région de Kédougou

### La FAO en première ligne pour les ménages vulnérables

La campagne agricole 2010/11 a été caractérisée par une série d'aléas climatiques (mauvaise répartition spatio-temporelle, longues pauses et arrêt précoce des pluies) qui a eu un impact négatif sur les récoltes dans certaines zones de la région de Kédougou. Pour les populations, les conséquences sont immédiates : l'accès à la nourriture est réduit et renforce la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Face au risque de dégradation des moyens d'existence, la FAO s'est mobilisée pour renforcer les productions maraîchère et rizicole des ménages vulnérables pendant la campagne de contre saison 2011/2012 et l'hivernage 2012 et renforcer les capacités techniques des bénéficiaires.

63 Groupements féminins vulnérables, soit 2 232 membres répartis dans une cinquantaine de villages de la région de Kédougou, bénéficient de l'appui de la FAO en matière de maraîchage. Grâce aux distributions de petit matériel agricole, de semences (oignon, gombo, chou, tomate, diakhatou et piment) et d'engrais, plusieurs groupements récoltent déjà leurs légumes. L'accompagnement technique et les formations organisées par les ONG partenaires (GADEC et Bantaare) permettent de renforcer les capacités



techniques des femmes sur les différents itinéraires techniques du maraîchage : (choix du terrain, confection de pépinières, repiquage, etc.), ou encore l'introduction à l'approche GIPD (Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs), avec l'utilisation des produits «bio» fabriqués par les productrices elles-mêmes. Ces activités constituent sans nul doute un pas important dans la promotion du maraîchage dans les villages des départements de Saraya et de Kédougou. Elles permettent aux familles d'enrichir leur alimentation de base, d'améliorer le statut nutritionnel des enfants et de disposer de revenus supplémentaires grâce à la commercialisation d'une partie de la production.

Au cours de l'hivernage 2012, ce sont 1 600 ménages vulnérables qui bénéficieront du soutien de la FAO avec la distribution de semences certifiées de riz et d'engrais. Les ménages bénéficiaires de cet appui sont en priorité les ménages vulnérables dont le chef de ménage est une femme. A travers ces différentes activités, la FAO préserve les moyens d'existence et renforce la nutrition et l'accessibilité alimentaire à court terme, tout en visant à bâtir la sécurité alimentaire à plus long terme.

#### Le Bureau Sous-régional des Urgences et de la Réhabilitation de la FAO -- Afrique de l'Ouest/Sahel

Poursuivant l'objectif d'une «meilleure préparation et une réponse efficace aux menaces et situations d'urgence alimentaires et agricoles», la FAO, face aux crises, protège, renforce et rétablit les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables, en collaboration avec les partenaires nationaux et régionaux. Le Bureau Sous-régional des Urgences et de la Réhabilitation (REOWA) – Afrique de l'Ouest/Sahel a été créé en 2006 à Dakar. Il fournit l'orientation stratégique en matière de Gestion des risques de catastrophe pour la FAO dans la sous-région, et assure la liaison et la coordination entre la FAO et le réseau humanitaire. En décembre 2011, les opérations de préparation, de réponse aux urgences et de redressement de la FAO étaient mises en œuvre dans 14 pays de la sous-région à travers 46 projets exécutés pour un montant global de 75 millions de dollars EU.

Plus d'information sur : [www.fao.org/emergencies/country-information/list/regional/westafrica-sahelprogramme/en/](http://www.fao.org/emergencies/country-information/list/regional/westafrica-sahelprogramme/en/)







**Représentation  
de la FAO  
au Sénégal**

15, Rue Calmette angle rue El Hadj Amadou Assane Ndoye  
BP 3300 Dakar/Sénégal E-mail : [FAO-SN@fao.org](mailto:FAO-SN@fao.org)  
Tél : +221 338891666 Fax : +221 338236330  
[www.fao.org](http://www.fao.org)

**FAO**  
ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE  
REPRÉSENTATION AU SÉNÉGAL